

- [Le soutien à la révision totale de la Loi sur le CO2 s'effrite.](#)
  - [Esther Mamarbachi "Le rôle du PLR est crucial pour la votation de la loi sur le CO2, mais la base est complètement divisée"](#)
  - [Initiatives sur l'eau et les pesticides: un choix qui laboure](#)
  - [Des militants de la Grève du climat réveillés par la police](#)
  - [Trois militants climatiques vaudois ont été perquisitionnés et interrogés par la police fédérale](#)
  - [L'oxygène est en baisse dans les lacs](#)
  - [Tableau de bord Climat](#)
- [11. Mobilité](#)
    - [La longue convalescence du secteur automobile pas terminée en mai](#)
- [12. Numérique](#)
    - [Givaudan s'allie à une filiale du chinois Alibaba](#)
    - [Wefox, du courtage à l'assurance numérique](#)
    - [L'usine chimique Siegfried en Valais victime d'une cyberattaque](#)
- [13. Politique - Institution](#)
    - [Bulletins de vote à Genève: solution trouvée pour 7'000 bulletins laissés devant la porte du Service de votations](#)
    - [Les partis politiques devront rendre publics tous les dons financiers à partir de 15'000 francs](#)
    - [Transparence des partis: évitons le piège des 14 999 francs](#)
    - [Accord-cadre: le PLR prône baisse des impôts et flexibilisation](#)
    - [Les peines pour certains délits doivent être durcies](#)
- [14. Formation - Education](#)
    - [Des protections hygiéniques en libre-service dans plusieurs écoles vaudoises. Un projet-pilote est lancé](#)
    - [Coup double pour l'auteur genevois Harry Koumrouyan](#)
- [15. Politique sociale](#)
    - [Augmentation des cas de violence familiale et sociale à cause du Covid](#)
    - [Pour les personnes en situation de handicap, accéder aux magasins ou se vêtir n'est parfois pas aisé](#)
    - [Égalité salariale: le Jura veut être un modèle pour la Suisse](#)

---

## 1. CCIG

### [Un an plus tard, «le monde d'après» se met en marche.](#)

Par Marc Bretton sur [Tdg.ch](#) le 3 juin 2021

Il y a un an, la Chambre de commerce et le Réseau de l'économie sociale publiaient chacun un manifeste sur l'après-pandémie. Aujourd'hui, les bonnes intentions se concrétisent.

Le monde d'après... Il y a un an, le semi-confinement suspendait les activités économiques puis prenait fin.

Allait-on vivre une deuxième vague? Profitant de ce moment, le Réseau de l'économie sociale et solidaire, Après, puis la Chambre de commerce (CCIG), en septembre, publiaient des manifestes, dessinant un chemin à suivre une fois la crise terminée. Qu'en est-il aujourd'hui? Loin d'être des sculptures de nuages, les idées lancées nourrissent diverses actions politiques.

Pourquoi ces manifestes?

Pourquoi ces manifestes ont-ils été écrits? «Pour nous, résume le directeur de la Chambre de commerce, Vincent Subilia, la publication du manifeste visait à la fois à inciter l'État à agir pour soutenir le tissu économique et à faire de la CCIG l'ambassadrice des bonnes pratiques, que ce soit en matière numérique ou en matière de développement durable.»

Au sein d'Après, se souvient Christophe Dunand, membre du comité, «on bouillonnait avec le confinement et on s'est dit: «Cette pandémie est l'expression d'un développement devenu insoutenable. Quand ce sera fini, il sera exclu d'en revenir aux pratiques du passé.» Les sommes engagées pour soutenir l'économie doivent absolument servir à la transition écologique. Faute de quoi, il y aura d'autres catastrophes, mais de moins en moins de moyens pour financer les changements nécessaires.» Comme des bouteilles à la mer, les manifestes ont été des signaux, chacun utilisant ensuite ses armes favorites pour concrétiser ses idées.

Quelles propositions?

Les propositions et idées lancées ont été nombreuses. Si la CCIG s'est montrée critique avec les manières traditionnelles de calculer la croissance et sensibilise ses membres au développement durable, c'est surtout vers la fiscalité qu'elle a tourné ses regards, réclamant la suppression temporaire de la perception de la taxe professionnelle «pour les entreprises au chômage partiel à cause du Covid». Elle a aussi appelé à abolir l'impôt sur la fortune liée à la possession d'une entreprise par son propriétaire (défiscaliser l'outil de travail). Et souhaité introduire pour les entreprises des déductions fiscales liées à des investissements durables. La CCIG a réclamé enfin un assouplissement des horaires des magasins, pour les «adapter aux besoins de la clientèle».

Après est parti dans une tout autre direction. «Nous avons revendiqué des approches concrètes permettant de créer les emplois de demain dans le cadre de la transition écologique», souligne Christophe Dunand. Si la structure a réclamé la création d'un fond de transition alimenté par les collectivités publiques et le privé, c'est pour promouvoir une masse de projets concrets: comme la création d'une plateforme numérique permettant aux acteurs locaux de sortir de leur dépendance envers les géants du web, l'accompagnement de l'entrepreneuriat durable ou encore l'attribution d'activités à impact social et environnemental dans les quartiers. «C'est une autre manière de vivre que nous nous sommes appliqués à promouvoir», avance Caroline Hugon, responsable du Pôle développement économique.

Quels impacts?

Et aujourd'hui? Loin d'avoir disparu avec la pandémie qui s'estompe, les idées proposées par les uns et les autres se concrétisent. C'est frappant dans le cas de la CCIG, mais pas étonnant pour une structure habituée aux actions politiques. Ainsi, l'assouplissement des horaires des magasins, le samedi jusqu'à 19 h et trois dimanches par an, a été voté. Une initiative a été lancée pour la suppression totale de la taxe professionnelle.

Les propositions d'Après sont aussi reprises, comme les bons d'achat solidaires qui ont permis d'injecter une somme importante de monnaie locale léman à Genève. Il y a aussi ce projet cantonal sur la réutilisation des déchets de chantier. Dix pages de projets de motions récoltés lors de séances de prospectives avec les entreprises du réseau attendent d'être reprises et déposées au Grand Conseil... Et c'est au manifeste que le

réseau attribue sa prochaine entrevue avec le délégué fédéral au développement durable pour évoquer la stratégie nationale 2030. «Ce manifeste nous a permis de positionner Genève comme un canton inspirant au regard des enjeux de la neutralité carbone, disposant du plus grand réseau d'entreprises de Suisse engagées dans l'économie sociale et solidaire», résume Antonin Calderon, cocoordonateur du réseau.



## Genève présente son plan climat et part à la chasse au CO2

Sur [Lemanbleu.ch](http://Lemanbleu.ch) le 2 juin 2021

Le plan climat cantonal 2030 a été présenté cet après-midi sur Léman Bleu. 7 grands axes et 41 mesures détaillées des mesures dont l'unique objectif est la neutralité carbone en 2050, il faut donc dès aujourd'hui traquer le CO2 partout pour atteindre une réduction de 60% les émissions de gaz à effet de serre en 2030.

Ce plan climat version 2e génération est trois fois plus volumineux que sa version initiale en 2015. Plus complet, il contient toujours un grand nombre de bonnes intentions ou de mesures sur lesquelles l'Etat n'a pas forcément la main tels que l'usage des carburants verts pour les avions, ou le prix plus avantageux des billets de train. La question des déchets ménagers n'est toujours pas clairement tranchée. Pour l'instant, Genève ne sera pas aussi ambitieuse que son voisin vaudois.

### **Les 7 axes:**

**Bâtiment:** Le bâtiment, l'une des plus grandes sources de pollution, se trouve en première ligne. Les mesures ont déjà été dévoilées l'hiver dernier à l'occasion du plan directeur de l'Energie. Il demandera des efforts aux propriétaires avec l'objectif de multiplier par 2,5 les rénovations. Ces améliorations visent à gagner en efficacité et en finir avec le chauffage au mazout

**Mobilité:** D'ici 2030, Genève veut aussi réduire de 40% le trafic motorisé individuel et atteindre 48% de la mobilité douce. A cette occasion, 50 km de pistes cyclables neuves arriveront d'ici deux ans. En revanche, les places de parc seront moins nombreuses pour les collaborateurs des entreprises.

**Consommation:** L'Etat de Genève veut promouvoir les assiettes locales et végétariennes, les acteurs publics montreront l'exemple. Du côté des constructions, le bois devrait être privilégié au détriment du béton. Le développement de Genève se fera aussi en hauteur avec encore plus de surélévations.

**Territoire:** L'aménagement du territoire doit être compatible avec la neutralité carbone. Pas de méga-aéroport en vue ou d'infrastructures démesurées mais plutôt des quartiers valorisant la proximité et la convivialité

**Santé:** Préserver la santé face au réchauffement climatique, c'est aussi s'adapter aux canicules, se préserver des crues et veiller à nos ressources en eau